

---

## Jacques Foccart et Ahmed Sékou Touré

André Lewin

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/712>

DOI : 10.4000/ccrh.712

ISSN : 1760-7906

### Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2002

ISSN : 0990-9141

### Référence électronique

André Lewin, « Jacques Foccart et Ahmed Sékou Touré », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 30 | 2002, mis en ligne le 22 novembre 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/712> ; DOI : 10.4000/ccrh.712

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

---

# Jacques Foccart et Ahmed Sékou Touré

André Lewin

---

- 1 Bien avant que je ne foule pour la première fois le sol de la Guinée, j'avais eu un signe du climat des relations entre la France et ce pays. C'était en 1967. J'étais chef de cabine t d'André, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui avait entretenu de relations amicales avec Sékou Touré lorsque les deux hommes avaient été députés français (entre 1956 et 1958) ; André Bettencourt avait ensuite accompagné François Mitterrand en Guinée en 1962 et avait créé un groupe parlementaire d'amitié France-Guinée alors que ce n'était pas la tendance du moment. En 1967 donc, Sékou Toué envoie à André Bettencourt un assortiment de ses œuvres, imprimées en Suisse et somptueusement reliées en cuir rouge, accompagnées de dédicaces flatteuses. Je suis chargé de rédiger une réponse. Je la fais polie et courtoise, et je l'assortis *in fine* du souhait qu'un jour les choses aillent mieux entre les deux pays. André Bettencourt signe sans sourciller, puisque c'était ce qu'il pensait lui aussi. La lettre part pour Conakry, mais pas par la poste elle est mise dans la valise diplomatique pour Rome, car c'est l'Italie qui, en cette période d'absence de relations diplomatiques, est chargée à Conakry des intérêts français, et donc de toutes les communications. L'ambassadeur de France à Rome était alors Étienne Burin des Roziers, ancien secrétaire général de l'Élysée et donc collègue de Jacques Foccart. Sans doute intrigué par cette enveloppe avec le sigle du secrétaire d'État aux Affaires étrangères et adressée au chef de l'État guinéen, Burin des Roziers renvoie la lettre, non pas à l'expéditeur, mais à l'Élysée. Quelles ne furent pas la surprise et le confusion d'André Bettencourt (et la mienne) en recevant notre missive en retour avec cette annotation de la main de Jacques Foccart : « Un ministre de la République ne correspond pas avec un ennemi de la France<sup>1</sup> » Pourtant, quelques années auparavant, en octobre 1965, Jacques Foccart avait assisté à la réception donnée par l'ambassadeur de Guinée en France à l'occasion de la fête nationale de son pays, et sa présence avait été remarquée à Conakry, qui s'en était félicité. Un mois et demi plus tard, en novembre 1965, intervenait – pour dix ans – la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, et Jacques Foccart, de même que deux ministres français, MM. Triboulet et Jacquinet, étaient mis en cause pour leur rôle supposé dans la préparation d'un nouveau complot.

## De nouvelles relations diplomatiques

- 2 Une dizaine d'années plus tard, les choses ont évolué. Depuis 1972, je suis porte-parole du secrétaire général de l'ONU. Le général de Gaulle a disparu, Georges Pompidou aussi, quelques jours après avoir donné le feu vert aux négociations que je devais mener pour normaliser les relations entre Paris et Conakry et obtenir la libération d'une vingtaine de nos compatriotes détenus « pour complot » en Guinée. Alors que Valéry Giscard d'Estaing est devenu président et que Jacques Foccart n'est plus « aux affaires », ces négociations aboutissent positivement le 14 juillet 1975. J'ai été ensuite ambassadeur de France en Guinée de décembre 1975 à novembre 1979, mais les relations amicales que j'avais établies avec Sékou Touré avaient perduré au-delà de mes fonctions officielles. Il m'avait invité à plusieurs reprises à venir le retrouver lors de voyages qu'il faisait en Europe (en Allemagne fédérale notamment, puis j'avais été le négociateur du rétablissement des relations diplomatiques entre Bonn et Conakry en 1974, comme je le fus en 1975 pour la France) et je m'étais rendu en Guinée une fois en tant que président de l'Association d'amitié France-Guinée que j'avais fondée. C'est sans doute en raison de la persistance de ses rapports personnels avec moi que je reçus, au printemps 1983, une demande de Sékou qui m'étonna :

Pourriez-vous inviter de ma part Monsieur Jacques Foccart à venir à Conakry comme hôte d'honneur des manifestations du 14 mai 1983, jour anniversaire de la fondation en 1947 du Parti démocratique de Guinée ?

- 3 Quoi ? Sékou Touré souhaitait inviter à Conakry celui qu'il avait toujours présenté comme le grand ennemi de la révolution guinéenne, celui qu'il avait, dans l'un de ses « poèmes militants » lourdement baptisé le « faux car de l'Élysée », le même qu'il présentait dans ses discours comme mandaté par le général de Gaulle pour la « reconquête coloniale » de la Guinée, l'inspirateur des « menées antiguinéennes », l'organisateur de tous les complots, l'un de ceux dont le nom revenait sans cesse – au côté de celui des « traîtres » ou des « fantoches » Senghor et Houphouët – dans les dépositions arrachées par les moyens que l'on devine aux malheureux prisonniers du camp Boiro accusés de comploter contre la révolution de Sékou Touré<sup>2</sup>.
- 4 En 1974-1975, lors des deux années de négociations que j'avais menées – sous la casquette de représentant personnel du secrétaire général de l'ONU – pour la normalisation des relations franco-guinéennes et la libération des prisonniers politiques étrangers, j'avais eu l'occasion de m'en entretenir à titre privé avec Jacques Foccart (qui n'était alors plus « aux affaires », c'était après l'élection du président Giscard d'Estaing). Il m'avait constamment encouragé, et m'avait téléphoné ses félicitations personnelles lors de la normalisation du 14 juillet 1975. Il me disait qu'il avait lui-même à plusieurs reprises plaidé auprès du général de Gaulle en faveur d'une reprise des relations avec Conakry, mais que celui-ci lui avait toujours répliqué : « Laissez-moi donc tranquille avec "votre" Sékou Touré.<sup>3</sup> » Lorsque j'avais raconté tout cela à Sékou Touré, celui-ci n'avait eu qu'un sourire incrédule. Je croyais bien connaître Sékou Touré, mais là, il m'a réellement surpris. En fait, il était en pleine « offensive diplomatique » pour reprendre une place de choix dans le monde africain et celui des non-alignés, et il souhaitait normaliser ses relations personnelles y compris – et peut-être surtout – tous ceux qui l'avaient combattu et qu'il avait combattus ; il s'était réconcilié pour de bon avec Senghor et Houphouët lors du sommet de Monrovia en mars 1978 ; Giscard d'Estaing avait fait une éclatante visite

officielle en Guinée à la fin de cette même année ; et Sékou Touré s'était – pour la première fois en vingt-cinq ans – rendu en France en septembre 1982, accueilli par François Mitterrand à l'Élysée, par Jacques Chirac à la mairie de Paris, par Gaston Defferre à la mairie de Marseille. Il lui restait à faire la paix avec de Gaulle, et faute de pouvoir le faire en personne, il voulait le faire par l'entremise de Jacques Foccart.

- 5 L'ambassadeur de Guinée en France, Aboubacar Somparé, me contacta peu après me confirmer l'invitation et me dire qu'il se chargerait de délivrer le visa nécessaire pour le voyage de Foccart. Je devais simplement lui apporter son passeport diplomatique, car l'ambassade désirait garder à cette visite un caractère confidentiel.

## La réconciliation

- 6 Je téléphonai donc à Jacques Foccart. À ma grande surprise, il ne fut nullement étonné. Il me pria de faire heureux d'accepter cette invitation, mais que la date du 14 mai ne lui convenait pas. C'est donc la journée du 25 juin 1983 que Jacques Foccart passa à Conakry. Les deux hommes ne s'étaient pas vus depuis la visite historique du général de Gaulle à Conakry, le 25 août 1958, près de vingt-cinq années auparavant.

- 7 À son retour, je demandai à Jacques Foccart comment s'était passée la rencontre.

Très bien, très intéressante, très émouvante même, me dit-il. Nous avions des foules de choses à nous dire, de problèmes, de reproches, de vérités et de mensonges à évoquer... Nous avons passé de longues heures ensemble, jusque tard dans la nuit. Et puis Sékou m'a demandé mon avis sur plusieurs sujets africains importants dans l'optique du futur sommet de l'OUA, qu'il compte présider à Conakry en 1984. C'était passionnant, mais une journée ne suffisait pas. Nous avons par conséquent convenu de nous revoir régulièrement. Je retournerai donc le voir d'ici quelque temps.

- 8 Seul témoignage d'un tiers sur cette rencontre, celui-ci de Maria Bernadette Diallo, une métisse guinéo-brésilienne, l'une des très rares à se dire ancienne maîtresse de Sékou, toujours plus ou moins à son service à l'époque, et dont il est difficile de mesurer la crédibilité. Selon elle :

Croyez-moi si le vous voulez, mais j'ai vu un jour Foccart présenter des excuses au président pour tous les malentendus du passé. Sékou Touré se lava alors et demanda au cuisinier d'apporter à boire et à manger. Ils ont passé l'après-midi ensemble et Jacques Foccart est reparti le soir sur Abidjan<sup>4</sup>.

- 9 Et puis il y a le récit que Jacques Foccart fait lui-même de cette rencontre insolite, que l'on trouvera en annexe.
- 10 Quelques mois plus tard, en mars 1984, la mort de Sékou Touré mettait fin à ce projet de nouvelle rencontre et même de coopération entre deux hommes qui s'étaient affrontés pendant un quart de siècle. Lors des obsèques, auxquelles j'assistai, c'est Pierre Mauroy, Premier ministre, qui représentait la France, en compagnie de Christian Nucci, ministre de la Coopération, et de Guy Penne, conseiller du président François Mitterrand pour l'Afrique.
- 11 J'avais téléphoné à Jacques Foccart peu avant de me rendre à Conakry ; plus ému que je ne l'aurais cru, il me demanda d'avoir en son nom une pensée particulière devant le catafalque du disparu.
- 12 Un mot encore sur ce « fameux complot permanent » dont Sékou Touré affirmait qu'il avait en permanence menacé la Guinée, composé en fait de tout une série de complots

spécifiques qui ont coûté la liberté et souvent la vie à beaucoup de cadres ou simples citoyens guinéens, parfois aussi des étrangers, africains ou non. Il me paraît difficile d'affirmer que Jacques Foccart n'y a jamais joué le moindre rôle, au minimum qu'il n'ait pas été « au parfum », selon l'expression consacrée. Lui-même s'en défend. Mais Pierre Messmer, dans le tome II de ses *Mémoires* (parus en 1998), donne également des précisions sur ces complots, contredisant Jacques Foccart, qu'il met également en cause en une autre occasion<sup>5</sup>, en disant :

Jacques Foccart a essayé de monter une opération pour renverser Sékou Touré dans le courant de l'année 1959-60. C'est après l'indépendance de la Guinée que Foccart et les services secrets français ont commencé à monter ce coup qui a été un ratage complet, pour des raisons qui sont presque ridicules... mais c'est une autre affaire. Mamadou Dia ne vous a pas trompés, ce qu'il vous a dit est la vérité, il y a bien eu une tentative, une tentative qui a été montée principalement à partir du Sénégal ; accessoirement à partir de la Côte d'Ivoire<sup>6</sup>. L'objectif était de se servir de l'opposition latente des Peuls du Fouta Djallon, et de le soulever contre Sékou Touré. Mais l'opération n'a pas marché parce qu'elle a été décelée à temps par Sékou Touré, et par conséquent, elle a été démontée. Il y a eu une préparation, mais une préparation qui n'a pas abouti à une tentative de coup d'État, ou de putsch. Dans l'esprit de Foccart, le but précis de l'opération était de faire sauter Sékou Touré. C'est évident.

## Annexes

### Extraits de *Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard, tome II, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997, p. 191-197.*

Philippe Gaillard : Loin de l'Afrique centrale, en Guinée, s'exerce une autre forme de terreur. L'arrivée de Georges Pompidou à l'Élysée change-t-elle quelque chose dans les relations franco-guinéennes ?

Jacques Foccart : Pompidou n'a pas subi ce que le Général avait ressenti comme un affront personnel en 1958. Il considère qu'il faut prendre Sékou Touré comme il est et s'arranger avec lui si c'est possible, que la Guinée est un pays riche avec lequel nous avons eu les mêmes relations qu'avec nos autres colonies africaines et avec lequel il est dans l'intérêt mutuel d'établir une coopération. Je vous ai dit que c'est aussi mon point de vue. Mais rien ne sera possible, parce que les complots vrais ou faux entraînent des centaines d'arrestations, d'exécutions sommaires, d'incarcérations dans des conditions épouvantables. À de multiples occasions, Sékou lance des accusations contre la France et des diatribes contre moi. C'est tellement rituel que cela devient prévisible. Je me rappelle avoir prédit à Pompidou, en septembre 1972, que, dans les quinze jours, je serais accusé par Sékou Touré de fomenter un complot contre lui. « Comment ! s'est-il exclamé. Dans quelle affaire vous êtes-vous embarqué ? – Il n'y a absolument rien, l'ai-je rassuré, à quoi je sois mêlé ou dont je sois informé, pas même une rumeur. Seulement, Sékou s'est engagé auprès de Mobutu à aller en visite au Zaïre. Il n'ira pas, car il a trop peur, et peut-être à juste titre, de ne pas retrouver sa place en rentrant. Il aura besoin d'un prétexte et il découvrira un complot. Derrière le complot, il y aura Foccart. » Cela n'a pas manqué. Il arrivait que de malheureux Guinéens soient arrêtés dans le seul but d'accréditer un prétendu complot.

Philippe Gaillard : N'a-t-il pas quand même été question de reprendre les relations ?

Jacques Foccart : Si, à plusieurs reprises. Sékou Touré faisait des approches, probablement sincères. J'en ai été l'objet, en particulier, à Dakar, à l'occasion de la fête nationale, en avril 1970, de la part de son demi-frère, Ismaël Touré, qui était son âme damnée. Et puis il repartait dans ses diatribes.

Philippe Gaillard : Vous parlez de 1969 et 1970. J'imagine qu'après le débarquement

de Portugais et d'opposants guinéens à Conakry, le 22 novembre 1970, il n'a plus été question d'accord de coopération...

Jacques Foccart : La violente répression, les soixante pendaisons sous les ponts de Conakry et d'autres villes, les arrestations de Français, les discours de Sékou Touré sur « la cinquième colonne foccartienne » ont obstrué, évidemment, toute perspective de rapprochement. Parmi les Français arrêtés se trouvait un collaborateur de Sékou Touré, Jean-Paul Alata, qui a été libéré longtemps après et a écrit un livre sur sa captivité. Il était accusé d'avoir été un « agent de Foccart ». C'est quelqu'un que je n'avais jamais rencontré et dont je crois même que je n'avais jamais entendu parler.

Philippe Gaillard : Aviez-vous suivi les préparatifs du débarquement ?

Jacques Foccart : Non. Il n'est pas impossible que des échos m'en soient parvenus, car les rumeurs sur les préparatifs de coups d'État à Conakry étaient incessantes, mais elles s'entremêlaient ; on ne parvenait guère à faire le tri entre les informations un tant soit peu sérieuses et les rodomontades. Je finissais par ne plus guère y prêter attention. Le 22 novembre, j'étais à Libreville, où j'ai appris la nouvelle comme tout le monde<sup>7</sup>. C'est seulement au début de décembre que j'ai recueilli les premières indications sérieuses sur ce qui s'était passé ; c'est l'ambassadeur de Belgique à Conakry, que j'ai rencontré à Nouakchott, aux cérémonies du dixième anniversaire de l'indépendance de la Mauritanie, qui me les a données.

Philippe Gaillard : Devant cette répression épouvantable, n'envisagez-vous pas une réaction musclée ?

Jacques Foccart : Si, mais au grand jour, dans le cas où des Français seraient directement menacés dans leur vie. Des plans d'intervention sont établis. La marine outrepassa même les instructions qu'elle a reçues en déclenchant des mouvements de navires. Mais c'est difficile, d'abord parce qu'il faudrait mener l'affaire assez vite pour que Sékou n'ait pas le temps d'exercer des représailles contre les Français, qui sont douze à quinze cents, ensuite en raison des réactions diplomatiques inévitables. La campagne antifrançaise, antisénégalaise et antiivoirienne de Radio-Conakry atteint des sommets pendant le voyage de Pompidou à Dakar et à Abidjan en février 1971. Ensuite, progressivement, la tension baisse.

Philippe Gaillard : Mais les rumeurs de complots ne s'éteignent pas. Qu'y a-t-il de fondé ?

Jacques Foccart : Ce n'est pas très différent de ce que je vous ai dit pour la période qui a précédé le débarquement. Périodiquement, je suis approché par des gens qui ont ou qui me disent avoir un projet de déstabilisation et qui demandent une aide. Quand cela me paraît un peu sérieux – c'est le cas au début de 1974, lorsque Houphouët et Senghor s'en mêlent et interviennent auprès de moi –, je rends compte à Pompidou. Sa réaction est toujours la même : « Il doit être clair que vous ne devez fournir ni aide ni encouragements. » Il le dit lui-même à Senghor, qu'il reçoit en février 1974 et qui envisage alors de soutenir un projet d'opposants guinéens appuyés par le PAIGC (Parti africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert).

Philippe Gaillard : Après 1958, vous n'avez jamais rencontré Sékou Touré ?

Jacques Foccart : Je l'ai revu, mais beaucoup plus tard : neuf mois avant sa mort, en juin 1983. André Lewin, qui s'était beaucoup dépensé pour réconcilier la France et la Guinée et qui a été le premier ambassadeur à Conakry après la reprise des relations diplomatiques en 1975, m'avait dit : « Sékou Touré veut en finir avec les fantômes du passé. Or vous le hantez. Il m'a parlé de vous, je peux dire, presque à chacune de nos rencontres. Il vous reproche un tas de choses, mais il voudrait vous revoir et se réconcilier avec vous. » Je m'en étais ouvert auprès d'Houphouët, qui m'avait vivement conseillé, lui aussi, d'aller à Conakry. La seule opposition que j'avais rencontrée était celle de ma femme. « Ce personnage a été ignoble avec vous, m'avait-elle dit. Ces affaires ne vous concernent plus. Pourquoi voulez-vous vous en mêler et prendre encore des risques ? » Je n'ai pas pu résister, mais j'ai pris des

précautions. J'ai demandé à Houphouët d'organiser la rencontre et de me faire conduire d'Abidjan à Conakry par son avion, qui ne passerait pas inaperçu. C'est ainsi que les choses se sont passées. Je n'avais nullement informé les autorités françaises. Vous pouvez donc imaginer l'ahurissement de l'ambassadeur de France, Yvon Omnes, avec lequel je me suis trouvé nez à nez à l'aéroport de Conakry. Je vois encore sa tête. « Vous ici ! s'est-il exclamé. Mais vous allez vous faire arrêter ! » Je l'ai rassuré.

Philippe Gaillard : Vous avez été conduit directement à la présidence ?

Jacques Foccart : Oui. Tout de suite après m'avoir accueilli, Sékou Touré m'a dit : « Je ne vous ai pas prié de venir pour parler du passé et de tout ce qui nous a divisés ; c'est pour parler de l'avenir. » J'ai objecté : « Monsieur le Président, ce n'est pas possible. Nous avons eu tellement de différends, vous m'avez tellement attaqué, que nous devons nous en expliquer avant de parler de l'avenir. » Notre conversation a duré plus de cinq heures. Elle n'a pas été interrompue par le déjeuner. C'était le ramadan, ce qui ne préoccupait pas le chef de l'État, mais notre unique convive, le Premier ministre Lansana Béavogui, jeûnait ; il n'a pas plus ouvert la bouche pour parler que pour manger.

Sékou est remonté à 1958, me reprochant d'avoir empêché des coopérants d'aller en Guinée, etc... Tout y est passé jusqu'en 1974 ; je n'ai pas besoin de revenir sur tous les incidents dont je vous ai parlé. « Je vous ai rappelé ces choses, a-t-il conclu, parce que vous me l'avez demandé, mais cela n'a plus d'importance. J'ai peut-être été mal informé. De toute façon, c'est le passé. » Là-dessus, Béavogui, qui s'était retiré après le repas, nous a rejoints pour une promenade. Sékou a pris le volant de sa voiture et nous a fait faire le tour de Conakry. Tout d'un coup, il s'est arrêté. Nous étions devant l'entrée du camp Boiro. « Voici cette fameuse prison, m'a-t-il dit. Si vous le souhaitez, je vais vous la faire visiter. » J'ai décliné l'invitation, non sans lui faire observer que, s'il me faisait cette proposition, c'était qu'il n'y avait plus rien à voir.

Philippe Gaillard : Sur l'avenir, qu'avait-il à vous dire ?

Jacques Foccart : Il y est venu à la fin de la journée, sous une forme pour le moins inattendue. « Vous savez, m'a-t-il dit, que je vais sans doute devenir président de l'OUA. J'ai besoin d'un conseiller qui connaisse bien les hommes et les choses de notre continent. Personne ne répond autant que vous à ce profil. Vous êtes disponible maintenant. Accepteriez-vous, je ne dis pas de vous installer à Conakry, mais de venir me voir périodiquement pour m'aider ? »

Philippe Gaillard : Comment avez-vous réagi ?

Jacques Foccart : Eh bien, je vais vous dire que j'ai été tenté ! Ce qui m'a retenu est le souvenir du Général. Le président de la République de Guinée avait tellement maltraité le général de Gaulle et suscité tellement de réactions négatives de sa part que je me serais senti coupable envers la mémoire du Général d'accepter de travailler auprès de Sékou Touré. Ainsi se sont achevées mes relations avec Sékou Touré, comme elles avaient commencé : j'ai dans mes archives une lettre chaleureuse de 1957 de celui qui était alors maire de Conakry, contenant cette exclamation : « Ah, si tous les Français avec qui j'ai affaire étaient comme vous ! »

## Autre extrait, du même ouvrage, p. 287-288.

Philippe Gaillard : À l'inverse, changement spectaculaire envers la Guinée. Vous aviez plaidé en vain pour la normalisation des rapports avec Sékou Touré quand vous étiez à l'Élysée. C'est Valéry Giscard d'Estaing qui rétablit les relations diplomatiques en juillet 1975. Pourquoi ?

Jacques Foccart : D'abord, il faut dire qu'il ne pouvait pas en être vraiment question sous la présidence de Pompidou, pendant laquelle la violence de la répression des complots réels et imaginaires a atteint son paroxysme en Guinée. Giscard d'Estaing est arrivé au pouvoir au moment où se produisait une relative accalmie. Ensuite, cette reprise des relations doit beaucoup à André Lewin, qui était porte-parole des

Nations unies et qui s'est consacré à la réconciliation franco-guinéenne en tant que représentant du secrétaire général de l'ONU, et même à titre personnel. C'est d'ailleurs lui qui a été nommé ambassadeur de France à Conakry...

Philippe Gaillard : Avez-vous suivi ces tractations ?

Jacques Foccart : André Lewin est venu me voir à cette époque, mais il ne m'a pas tenu au courant. C'est alors qu'il a commencé à me dire que Sékou parlait de moi à tout propos, et pas toujours en mal. Il a joué un rôle efficace et positif. Il a été, ensuite, un bon ambassadeur, dans des circonstances difficiles, parce que 1976 et 1977 ont été les années des dernières violences du régime, avec la vague d'arrestations de Peuls – dont l'ancien secrétaire général de l'OUA, Diallo Telli, qui mourra au sinistre camp Boiro – et la sanglante répression d'une marche de femmes. La reprise des relations franco-guinéennes a marqué le moment où Sékou Touré, considérant que l'isolement de la Guinée était devenu insupportable, a décidé de faire meilleure figure face à la communauté des nations. Il s'est mis à voyager. Il s'est réconcilié solennellement avec Houphouët Boigny et Senghor, à Monrovia, en mars 1978, et il a reçu Giscard en Guinée en décembre de la même année. Il a été reçu à son tour, cette fois par Mitterrand, en septembre 1982, et il a participé au sommet franco-africain de Vittel en octobre 1983. Il est mort le 26 mars 1984, alors que sa réintégration dans la communauté africaine allait être consacrée par son accession à la présidence de l'OUA, dont le sommet devait se tenir à Conakry au mois de mai.

## NOTES

1. À la même époque, Jacques Foccart évoque la Guinée dans son livre : *Tous les soirs avec de Gaulle, Journal*, I, 1997 :

« 10 février 1967. Un note que j'avais faite au sujet de la Guinée m'est revenue avec une annotation très ferme [du général de Gaulle] : « La Guinée a rompu ses relations diplomatiques avec la France. Dans ces conditions, aucun accord d'aucune sorte et sous aucune forme ne peut être conclu avec le gouvernement de Sékou Touré. D'une manière plus générale, nous ne devons pas mollir en ce qui concerne ce gouvernement. Or je note et je désapprouve la tendance à le faire qui se manifeste à divers égards. Le Général demande : « Je voudrais bien savoir qui a cette tendance fâcheuse à courir après les Guinéens ; ce doit les types du Quai d'Orsay – Ce ne sont pas spécialement eux. » Je constate, d'une façon générale, que ce soit pour la Guinée, que ce soit pour le Mali, que le Général est très méfiant ; il a l'impression qu'on veut l'embarquer dans une action favorable à ces pays, alors que lui n'y tient pas du tout. Je dois le dire, alors que dans ces pays je suis considéré comme un adversaire de leur régime, le Général aurait plutôt tendance à voir en moi un promalien ou un proguinéen. C'est même assez curieux de constater combien les Maliens, les Guinéens, comme les Congolais d'ailleurs, se trompent en ce qui concerne. En fin de compte, mon souci est que les choses marchent aussi bien que possible avec tous ces pays et que, par conséquent, les relations soient bonnes. De ce fait, loin de travailler contre eux, je travaille à améliorer les relatons sans pour autant

2. Dans une interview à Visnews (retransmise par Reuter) en mai 1971, Sékou Touré parle – une fois encore – de Jacques Foccart. Évoquant « l'agression du 22 novembre dernier et l'action des puissances étrangères, appuyé par la cinquième colonne guinéenne, M. Sékou Touré a une nouvelle fois violemment mis en cause M. Jacques Foccart, secrétaire général pour la Communauté et pour les affaires africaines et malgaches, qu'il a accusé d'être « le responsable

numéro un de toutes les subversions organisées en Afrique, en Afrique de l'Ouest notamment et particulièrement en Guinée. Puis il a affirmé qu'il n'y aurait aucune normalisation des rapports franco-guinéens tant que M. Foccart « sera l'interprète de la France en Afrique », ajoutant : « Ce serait prétentieux et même une aberration de ma part de penser que le gouvernement français se séparerait d'un Français parce que la Guinée le veut. Mais c'est aussi honnête de notre part que de dire qu'étant convaincu que M. Foccart est dans tous les complots contre la Guinée, nous ne sommes pas prêts à coopérer avec l'équipe Foccart ».

3. La consultation des « Archives Foccart » aux Archives nationales, à laquelle j'ai pu procéder après avoir fait la présente communication au colloque sur Jacques Foccart et l'Afrique, prouve que c'est bien exact. Alors que la Guinée ne faisait évidemment pas partie de la Communauté et ne relevait donc pas institutionnellement de la compétence du secrétariat général de la Communauté, Jacques Foccart (qui vient de succéder dans ses fonctions à Raymond Janot a suggéré au général de Gaulle, par une note du 27 décembre 1961, que « surtout vu l'évolution récente de la situation en Guinée », ce soit le secrétariat général pour la présidence de la Communauté et les Affaires africaines et malgaches (le titre venait d'en être ainsi complète) qui s'occupe désormais officiellement (car il les suivait déjà officieusement) des relations avec la Guinée (« leur normalisation est une hypothèse qui paraît devoir être retenue ») « Ce secrétariat général paraît qualifié pour assumer cette mission sans qu'il en résulte une tâche supplémentaire ». Cette note comporte une mention manuscrite de Foccart : « Le Général m'a parlé lui-même de cette question et souhaite que le secrétaire général s'occupe des problèmes de la Guinée ». Une autre mention manuscrite précise : « M. de Courcel (le secrétaire général de l'Élysée) pas d'accord ». Les « Archives Foccart » comportent un grand nombre de notes ou de télégrammes suggérant des initiatives ou des gestes concernant la Guinée ; la plupart d'entre elles portent un avis positif de Jacques Foccart, mais reviennent du bureau du Général avec la mention « Refus », souvent avec une annotation très négative ; ainsi, sur une note du 8 août 1961 de Foccart relatant la détérioration des relations entre la Guinée et les pays de l'Est (et qui ne suggère d'ailleurs aucune mesure en faveur de la Guinée), de Gaulle note en marge : « Il ne s'agit pas de retourner à un attendrissement au sujet de la Guinée. Si elle est déçue de ses amitiés soviétiques, tant pis pour elle. Si elle recommence à nous désirer, ce n'est pas le moment de nous livrer pour rien. Nous devons les laisser cuire dans leur jus. Je veux être tenu au courant de tout ce qui pourrait être sollicité du côté de Conakry, notamment en fait d'accords sur n'importe quel sujet. »

4. « Elle raconte », propos de Maria Bernadette Diallo recueillis par Francis Kpatindé, *Jeune Afrique Magazine*, n° 28 bis, août 1986.

5. Dans ses conversations avec Valéry Gaillard pour le film *Le jour où la Guinée a dit : non*, Paris. Les films d'Ici, 1998.

6. « Quand Sékou Touré a parlé de complots organisés à partir du Sénégal, tout le monde a ri. On disait que c'était encore une invention de sa part. Mon devoir était de faire une enquête. Alors j'ai fait fouiller toute la frontière. Et on a découvert les fameuses munitions, les tracts... qui étaient destinés à la contre-révolution. Il y avait bel et bien complot. J'ai fait arrêter des suspects, des Guinéens qui vivaient à Dakar et un militaire français qui était chef de l'organisation ; il résidait à Saint-Louis où je l'avais fait interner. On l'a fait évader. » Mamadou Dia, *Mémoires d'un militant du Tiers Monde*, Paris, Publisud, 1964. Peut-être plus explicite encore, ce que le même Mamadou Dia écrit dans ses *Lettres d'un vieux militant*, Dakar, GIA, 1991 : « Pour revenir sur le cas de la Guinée, disons que le fait d'avoir voté « Non » au référendum lui a valu d'essayer maints complots ourdis par l'extérieur. En 1959, hélas, les comploteurs étaient bel et bien basés et entraînés au Sénégal. Après le communiqué de Sékou Touré diffusé à l'époque par Radio-Conakry, communiqué dans lequel le président guinéen accusait le Sénégal, j'ai dû me rendre personnellement à la frontière de Kédougou pour vérifier et, procédant à des fouilles, je découvris à mon grand désappointement, des armes et du matériel que je fis saisir et ramener à

Dakar. À Dakar où – ce sera une seconde découverte – était dressé un camp d'entraînement pour des mercenaires. Le conseil de défense, où siégeaient notamment le haut-commissaire de la France, le général commandant supérieur des forces françaises du point d'appui de Dakar, le général commandant la zone Nord, fut immédiatement convoqué par mes soins. Ils se montreront offusqués par ma déclaration liminaire : « Messieurs, je suis au regret de vous dire que tout ce que Sékou Touré a affirmé est la stricte vérité. J'ai la preuve qu'un complot contre la Guinée s'est ourdi à Dakar ». Je les invitai, ensuite, à venir voir dans un bureau attenant à la salle de conseil, les armes, munitions, grenades et affiches que j'y avais fait entreposer. Après quoi, j'adressai à de Gaulle une vigoureuse lettre de protestation et fis arrêter deux Français impliqués dans l'affaire. Ils réussirent à s'enfuir. Je les ferai prendre et emprisonner à Saint-Louis ; on les aidera à s'évader. Des Guinéens, également, avaient été arrêtés ; mais ce qu'ils déclareront à l'enquête était si grave que je dus, pour des raisons d'État, les relâcher. Aujourd'hui, bien que délié de mes obligations d'autrefois, je garde encore le silence là-dessus par souci de déontologie politique. »

Le 13 mai 1960, Mamadou Dia adresse au général de Gaulle une lettre dans laquelle il relate de manière détaillée les faits ci-dessus, en particulier la découverte faite le 10 mai dans un village de la région de Kédougou à 4 kilomètres de la frontière guinéenne, la réunion qu'il eut avec le haut représentant de la France (l'ambassadeur et ex-général Hettier de Boislambert) et le général de Brebisson, et le nom de deux Français, un officier de parachutistes nommé Garuz, et son frère, impliqués dans cette affaire. Le 24 mai, le général de Gaulle répond en ces termes à Mamadou Dia : « L'affaire exposée dans la lettre que m'a remise le colonel Fall méritait en effet que j'en sois avisé et j'ai apprécié l'esprit dans lequel vous l'avez fait. Je transmets ce document au ministre compétent et je lui demande d'ouvrir une enquête. Lorsque de votre côté vous aurez des éléments nouveaux à me communiquer, je les recueillerai avec intérêt. De toutes façons, si vous venez à Paris, je vous verrai très volontiers. » Mamadou Dia viendra en effet plusieurs fois à Paris avant son arrestation fin 1962. Lors d'une de ces visites, il sera même fait grand-croix de la Légion d'honneur, Archives Foccart, Arch. nat., carton 80, dossier 268.

7. Les Portugais avaient envoyé par mer un commando chargé de libérer des prisonniers capturés par les maquisards dans leur colonie voisine, l'actuelle Guinée-Bissau, et détenus à Conakry. Ils avaient embarqué des opposants guinéens qui voulaient abattre le régime de Sékou Touré. L'opération portugaise avait réussi ; l'opération guinéenne avait échoué.